L'école et la laïcité, de l'Ancien Régime à nos jours : enjeux du passé, enjeux dépassés ?

Yves Verneuil

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/trema/2732>

DOI : 10.4000/trema.2732

ISSN : 2107-0997

Éditeur

Faculté d'Éducation de l'université de Montpellier

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2012

Pagination : 130 – 143

ISSN : 1167-315X

Référence électronique

Yves Verneuil, « L'école et la laïcité, de l'Ancien Régime à nos jours : enjeux du passé, enjeux dépassés ? », *Tréma* [En ligne], 37 | 2012, mis en ligne le 01 avril 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/trema/2732> ; DOI : 10.4000/trema.2732

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tréma

L'école et la laïcité, de l'Ancien Régime à nos jours : enjeux du passé, enjeux dépassés ?

Yves Verneuil

- 1 La France républicaine a deux devises : à la devise officielle, « Liberté, égalité, fraternité » s'ajoute le triptyque de l'école républicaine, « gratuite, obligatoire et laïque ». Assurément, dans ce dernier cas, l'ordre des mots provient de la chronologie : la gratuité de l'école publique (16 juin 1881) a été acquise avant l'obligation et la laïcité (28 mars 1882). Néanmoins, que, dans ces devises au rythme ternaire, la laïcité paraisse devoir être mise en correspondance avec la fraternité n'est pas indifférent : il s'agit bien d'unir les Français. Et pourtant, le projet ministériel annoncé par Luc CHATEL d'étendre aux parents d'élèves l'interdiction de porter le « voile islamique » a été dénoncé par un certain nombre de personnalités, tels le sociologue Jean BAUBÉROT ou le secrétaire national adjoint de la Ligue de l'Enseignement Éric FAVEY, comme une mesure d'exclusion ; ce projet relèverait d'une « logique de guerre » et d'une « laïcité dévoyée »¹.

Serait-ce que la question de la laïcité à l'école a changé de portée depuis qu'elle concerne des familles musulmanes ? Ou alors faut-il penser que c'est la conception même de la laïcité qui s'est modifiée, en liaison avec une évolution de la notion de République ? Au reste, est-il bien sûr qu'en son temps la politique de laïcisation de Jules FERRY n'ait pas elle-même été reçue par une partie du monde catholique comme une politique belliqueuse ? Ces interrogations appellent d'autant plus à se pencher sur le passé que les prises de position actuelles y font souvent référence. Au demeurant, longtemps, le débat sur la laïcité à l'école a tout simplement porté le nom de « querelle scolaire », ce qui témoignait de l'acuité de la question. Il importe par conséquent de rappeler les éléments de l'héritage, avant de se pencher sur l'histoire récente et de se demander si la question de la laïcité à l'école est aujourd'hui une question dépassée ou si elle a été déplacée.

I. La « querelle scolaire », de l'Ancien Régime aux années 1980

I. 1 Les conséquences de la rupture révolutionnaire

- 2 Sous l'Ancien Régime, l'institution scolaire est sous la tutelle de l'Église et la religion est la finalité de l'enseignement. Le *Traité des études* de ROLLIN, en 1726, proclame que « la fin de toutes nos instructions doit être la religion ». Cette conception, ainsi que le monopole accordé à la religion catholique, sont en conformité avec le régime de monarchie de droit divin.
- 3 C'est ce que contestent des réformateurs inspirés par les Lumières, tel le parlementaire La Chalotais. Dans son « Essai d'éducation nationale » (1763), celui-ci estime que l'éducation doit « préparer des citoyens à l'État » et que son contrôle doit par conséquent revenir à l'État et non plus à l'Église. C'est dans cet esprit que sont présentés divers projets pendant la période révolutionnaire ; mais aucun n'aboutit.
- 4 Le décret du 17 mars 1808 qui fonde l'Université impériale édicte que toutes les écoles « prendront pour base de leur enseignement : 1) les préceptes de la religion catholique ; 2) la fidélité à l'Empereur, à la monarchie impériale [...] et à la dynastie napoléonienne ». Ce n'est pas un simple retour à l'Ancien Régime. En effet, l'Université impériale a reçu le monopole de l'enseignement, ce qui consacre la disparition du magistère de l'Église. L'Église catholique demeure une institution structurante, conformément à la logique du Concordat (1802), mais son rôle n'est plus coextensif à la société globale. Pour Jean BAUBÉROT, c'est le « premier seuil de laïcisation ». Dans ce cadre, la morale reste assise sur la religion ; mais dans la logique des « cultes reconnus », protestantisme et religion juive peuvent servir de base à la morale aussi bien que le catholicisme. C'est dans ce sens qu'agit GUIZOT, à partir de 1833 : dans la mesure du possible, chacun des trois cultes reconnus doit avoir ses propres écoles primaires. De même, la circulaire du 12 novembre 1835 précise que « dans tous les collèges royaux, toutes les fois qu'il se trouvera des élèves appartenant à l'un des cultes reconnus par la loi, et s'il existe dans la ville une église de ce culte, vous ferez en sorte [...] qu'un des pasteurs soit appelé pour donner à ces élèves l'instruction religieuse ». Il reste que dans le cadre de ce premier seuil de laïcisation, l'État s'appuie encore fermement sur les Églises, les religions étant d'ailleurs instrumentalisées à des fins de maintien de l'ordre social. Comme l'écrit François GUIZOT,

« c'était sur l'action prépondérante et unie de l'État et de l'Église que je comptais pour fonder l'instruction primaire » (GUIZOT, 1860, p. 70).

- 5 Cette situation est néanmoins inacceptable pour les nostalgiques de l'Ancien Régime, pour qui l'Église catholique devrait retrouver son rôle directeur en matière d'enseignement. La Restauration renonce à supprimer l'Université, mais l'arrivée au pouvoir des ultras entraîne une cléricatisation de celle-ci, symbolisée par la nomination à sa tête de Mgr FRAYSSINOUS. Par ordonnance du 26 août 1824, celui-ci devient le premier ministre de l'Instruction publique, avec un portefeuille ministériel relié aux Affaires ecclésiastiques. Cependant, après la victoire électorale des libéraux, l'ordonnance du 4 janvier 1828 détache l'Instruction publique des Affaires ecclésiastiques². Conséquence : une partie de la droite cléricale va désormais réclamer la liberté de l'enseignement, c'est-à-dire le droit de fonder des établissements en dehors de l'Université. En 1833, François GUIZOT accorde la liberté de l'enseignement primaire. Rivalisent désormais écoles primaires publiques et écoles primaires privées, le plus souvent congréganistes. Au demeurant, des congréganistes peuvent également enseigner dans des écoles publiques. Sous la monarchie de Juillet, les cléricaux se battent aussi pour obtenir la liberté de l'enseignement secondaire. À leurs yeux, les collèges sont des écoles d'incrédulité, car quelle que soit la considération accordée à l'aumônier, la religion y est séparée des disciplines profanes et la coexistence d'élèves de plusieurs confessions jette le discrédit sur chacune d'elles. C'est toutefois seulement avec la loi FALLOUX du 15 mars 1850 qu'est accordée la liberté de l'enseignement secondaire. En 1848, les « journées de juin » ont tant effrayé la bourgeoisie que même un « voltairien » comme Thiers se rallie à l'idée de renforcer le rôle éducatif de l'Église, en particulier dans l'enseignement primaire : est ainsi affermie la tutelle des curés sur les instituteurs publics, suspects de socialisme. Comme le note Antoine PROST, les cléricaux jouent alors sur les deux tableaux : ils cherchent à contrôler l'enseignement public, et les évêques (à côté des délégués des autres cultes reconnus) figurent en bonne place au sein du Conseil supérieur de l'Instruction publique (CSIP) ; en même temps, ils développent activement les établissements libres (PROST, 1968, p. 177).
- 6 La loi FALLOUX active le combat entre cléricaux et anticléricaux. Aux yeux des républicains, l'échec de la Deuxième République tient à l'insuffisante instruction du peuple, encore soumis à l'opinion des notables et du clergé réactionnaire. Seule l'instruction pourra apporter les lumières nécessaires au vote républicain. L'avènement de la République est ainsi lié au progrès de l'instruction, pourvu que celle-ci puisse avoir des vertus émancipatrices, ce qui suppose qu'elle soit laïque. Ces idées rencontrent le soutien de nombreux instituteurs, excédés par la soumission au clergé à laquelle les astreint la loi FALLOUX, comme en témoigne une page fameuse du roman inachevé de Gustave FLAUBERT, *Bouvard et Pécuchet*. Aussi l'anticléricisme se répand-il dans le corps enseignant. La diffusion du positivisme, dans la version de LITTRÉ, va dans le même sens. Jules FERRY subit son influence. Au reste, aux yeux des républicains, la lutte contre l'influence cléricale apparaît d'autant plus nécessaire que la démocratie paraît inconciliable avec une Église catholique dont le caractère réactionnaire a été confirmé par le Syllabus de 1864, qui condamne toutes les idées modernes. À la fin du Second Empire, Jules FERRY, dans son célèbre discours de la Salle Molière, promet non seulement de consacrer toute son énergie à la question de l'éducation, mais aussi de retirer à l'Église son influence sur celle-ci, afin que la démocratie puisse vivre. Il va s'y appliquer une fois parvenu au pouvoir.

I. 2 Jules FERRY et la séparation de l'Église et de l'École

- 7 En bon positiviste, Jules FERRY estime que la séparation de l'Église et de l'École doit précéder la séparation des Églises et de l'État : il importe d'abord d'émanciper l'opinion en lui apportant la science. La République est vue comme le régime de la fin de l'histoire, car la laïcité scolaire permettra de mettre un terme au conflit entre l'Ancien Régime et la Révolution qui n'a pas cessé depuis 1789. Aussi la politique républicaine est-elle une politique d'active laïcisation scolaire : laïcisation du CSIP, dont sont exclus les représentants des religions (loi du 27 février 1880) ; monopole de l'État de la collation des grades (loi du 18 mars 1880), que lui avait retiré la loi du 12 juillet 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur ; laïcisation des locaux et des programmes de l'école primaire (loi du 28 mars 1882) ; laïcisation du personnel des écoles primaires publiques (loi GOBLET du 30 octobre 1886).
- 8 Cette politique correspond à un deuxième seuil de laïcisation. L'instruction religieuse sort du champ de l'action publique. Comme l'écrit Ferdinand BUISSON dans son *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, « l'école n'est plus seulement mixte quant au culte [...] elle est neutre quant au culte » (BUISSON, 1883-1887, p. 1472). Corollaire : la morale n'est plus assise sur la religion. Dans sa fameuse « Lettre aux instituteurs » du 17 novembre 1883, Jules FERRY plaide pour un enseignement laïque de la morale.
- 9 La fermeté dans les principes n'exclut pas la prudence dans l'application. Conformément à la logique de la politique « opportuniste », la circulaire du 2 novembre 1882 recommande ainsi de ménager les populations au sujet du retrait des emblèmes religieux des bâtiments scolaires. La modération est également de mise dans l'enseignement secondaire : la circulaire du 24 janvier 1882, pourtant signée par le très anticlérical Paul BERT, supprime bien la prière que le professeur devait faire lui-même au début et à la fin de chaque classe, mais maintient l'usage de la prière à l'étude du matin et à celle du soir (ces prières disparaîtront seulement au début du XXe siècle, suite aux protestations des répétiteurs). Cependant, les aumôniers perdent leur statut de double moral du censeur, puisque la loi du 21 décembre 1880 spécifie qu'ils ne résideront pas dans l'établissement.
- 10 Pour les fondateurs de l'école républicaine, la laïcité n'implique pas la neutralité politique. Jules FERRY ne s'en cache pas, qui déclare au Sénat, le 31 mai 1883 : « Nous avons promis la neutralité religieuse, nous n'avons pas promis la neutralité philosophique ou la neutralité politique » (LELIÈVRE, 1990, p. 98). L'engagement républicain est de rigueur et imprègne l'enseignement des écoles normales, véritables « séminaires laïcs ». Au reste, la République étant aux yeux des pères de la Troisième République le seul régime conforme à la raison, cet engagement ne leur apparaît pas contradictoire avec le principe de laïcité : il s'agit toujours d'aider l'élève à se défaire des préjugés, pour le faire aboutir librement à l'idée de République. L'éducation civique, qui remplace l'éducation religieuse, y pourvoit. L'enseignement de l'histoire est également mis au service de l'apprentissage du sens civique et du patriotisme. À bien des égards, après le traumatisme de la défaite de 1870, le culte de la patrie remplace le culte de Dieu et le culte de GAMBETTA partant pour Tours en ballon celui de Saint MARTIN DE TOURS.
- 11 Comme l'a montré Jean-François CHANET, ce patriotisme n'est pas contradictoire avec l'amour que chaque citoyen doit porter à sa « petite patrie » (CHANET, 1996). Néanmoins la laïcité tend à reposer sur une conception abstraite de la citoyenneté dont le corollaire est

l'universalisme républicain. Ainsi la laïcité peut-elle permettre de subsumer les identités particulières, pour constituer une nation fraternelle.

- 12 Nombre de catholiques, toutefois, n'ont pas l'impression que la politique de laïcisation permette d'unir l'ensemble des Français. Ils ont au contraire le sentiment d'être persécutés. Car ils ne sauraient confier leur enfant à « l'école sans Dieu », qui ne peut manquer d'en faire des délinquants. Aux yeux des républicains positivistes, l'horizon de la politique laïque est la réconciliation et l'union des Français ; mais à court terme, la politique de laïcisation se traduit par la guerre des deux France. Dans les villages cléricaux, la « guerre scolaire » oppose enfants et parents de l'école libre et ceux de « la laïque ». L'instituteur a parfois des difficultés à s'approvisionner chez les commerçants (OZOUF, 1973). Dans l'Ouest armoricain, des curés font pression sur les propriétaires fonciers pour qu'ils mettent à la porte les fermiers qui confient leurs enfants à l'« école du diable ». L'intolérance, à vrai dire, peut exister aussi dans le camp laïque : dans le Doubs de la Belle Époque, les conférences pédagogiques qui réunissent les instituteurs sous l'égide des inspecteurs primaires se tiennent le vendredi et donnent lieu à un repas gras qui permet de démasquer les maîtres catholiques (PROST, 1968, p. 110). Des institutrices catholiques, réunies dans l'association des Davidées, sont victimes de la surveillance tatillonne de l'administration. Dans son édition de 1906, l'ouvrage de G. BRUNO, *Le Tour de la France par deux enfants*, très répandu dans les établissements scolaires, est épuré de ses références à Dieu ; même Notre-Dame de Paris disparaît. La laïcité vire au laïcisme.
- 13 L'anticléricalisme a en fait été relancé au début du XXe siècle par l'Affaire DREYFUS. Les assomptionnistes du journal *La Croix* ont été parmi les antidreyfusards les plus virulents. Aussi, en 1904, toute activité d'enseignement, même dans les établissements libres, est-elle interdite aux congréganistes. Par ailleurs, en juin 1904, Joseph CHAUMIÉ, ministre du gouvernement Émile COMBES, ferme aux ecclésiastiques l'accès au concours de l'agrégation, décision confirmée en 1912 par le Conseil d'État³.
- 14 En 1909, l'épiscopat français répond en publiant une lettre pastorale sur les droits et les devoirs des parents relatifs à l'école. Le principe de la laïcité est condamné et les parents catholiques sommés de confier leurs enfants à des écoles libres catholiques, sauf « motif sérieux ». Du moins faut-il exiger dans ce cas que la neutralité soit effectivement respectée et que les instituteurs publics n'outragent pas « la foi de leurs élèves ». Les parents d'élèves catholiques sont donc invités à former des associations pour surveiller les écoles publiques et exiger le retrait des manuels scolaires condamnés par l'épiscopat. Dans les régions les plus catholiques, des livres scolaires sont brûlés. Dans cette « guerre des manuels », les pouvoirs publics se montrent fermes (AMALVI, 1979 et CONDETTE, 2010). En revanche, ils approuvent les réclamations de ceux qui, au nom du principe de neutralité de l'enseignement, dénoncent le glissement de certains instituteurs vers le socialisme et le pacifisme. Le décalage entre l'idéologie officielle et les sentiments politiques qui tendent à se répandre parmi les instituteurs explique que l'exigence de neutralité scolaire commence à déborder la neutralité religieuse. Aussi bien, après 1905 et la loi de séparation de l'Église et de l'État, les luttes sociales tendent-elles à remplacer le combat anticlérical.

I. 3 La question de l'aide à l'enseignement privé

- 15 Les amicales d'instituteurs, puis leur syndicat, le SNI, demeurent néanmoins vigilants sur le combat laïque. La « querelle scolaire » cesse d'autant moins entre les deux guerres

qu'en 1925 l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France condamne de nouveau le principe même de la laïcité scolaire ; l'encyclique *Divini illius Magistri* (1929) va dans le même sens.

- 16 Pour les plus catholiques, puisqu'il est inconcevable de confier ses enfants à l'école sans Dieu, il n'est pas normal de payer des impôts qui servent à financer « la laïque ». Le budget de l'État devrait comprendre une aide à l'enseignement privé en proportion du nombre d'élèves qu'il scolarise. La revendication de la « répartition proportionnelle scolaire » exaspère les instituteurs, pour qui la véritable école libre est l'école publique, seule émancipatrice. À partir de 1929, le SNI intitule d'ailleurs son bulletin *L'École libératrice*.
- 17 Après la chute de la Troisième République, le régime de Vichy s'en prend à la laïcité scolaire : les congrégations enseignantes sont de nouveau autorisées, les écoles normales sont supprimées, les devoirs envers Dieu, qui avaient été retirés des programmes de morale en 1923 sont réintroduits à l'école primaire (puis remplacés par la référence à la « civilisation chrétienne »). Comme l'écrit Pierre OGNIER, « pour les fossoyeurs de la République, il était logique de s'attaquer d'abord à l'organe de reproduction et de perpétuation du régime déchu, l'école laïque » (BAUBÉROT *et al.*, 1994, p. 255). Une aide financière exceptionnelle est versée à l'enseignement privé, sur la demande insistante d'un épiscopat qui approuve les principes de la Révolution nationale.
- 18 À la Libération, les valeurs laïques sont réaffirmées : « L'organisation de l'enseignement public, gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État », proclame en 1946 le préambule de la Constitution de la IV^e République (préambule qui a été incorporé dans la Constitution de la V^e République en 1958). Cependant, le poids du MRP, démocrate-chrétien, dans les coalitions gouvernementales conduit à l'adoption d'aides et de bourses à parité pour les élèves du privé et du public (lois MARIE et BARANGER en 1951). L'enseignement catholique désireait toutefois que soit apportée une aide aux établissements eux-mêmes. En 1959, la loi DEBRÉ tente de résoudre la querelle scolaire en acceptant le principe d'une aide aux établissements privés, à condition qu'ils passent un contrat avec l'État et acceptent son contrôle (POUCET, 2001). Dans les établissements sous contrat, l'enseignement « doit être donné dans le respect total de la liberté de conscience » ; toutefois l'établissement conserve son « caractère propre ». Cette ambiguïté est insoutenable pour le camp laïque. Sous l'égide du CNAL, celui-ci mobilise ses troupes pour exiger, lors du serment de Vincennes (1960), l'abrogation d'une loi qui, en contradiction avec la séparation des Églises et de l'État, paraît constituer une subvention indirecte à une religion, même si les cours de catéchisme sont normalement facultatifs. Il est vrai que dans certaines écoles les classes commencent toujours par une prière, même lors du passage de l'inspecteur (POUCET, 2009, p. 98) ; quant à l'enseignement de la morale, toujours en vigueur jusqu'en 1969, il ne saurait avoir d'autre fondement que religieux. En 1977, la loi GUERMEUR renforce le devoir de conformité des enseignants du privé au caractère propre de leur établissement. En 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir aurait dû voir la mise en place d'un grand service public unifié et laïque de l'Éducation nationale (SPULEN), mais le président de la République préfère céder aux manifestations des partisans de l'enseignement privé. Aussi Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, qui remplace Alain SAVARY, démissionnaire, se borne-t-il à supprimer certaines dispositions de la loi GUERMEUR. En 1993-1994, le camp laïque paraît prendre sa revanche quand il parvient à faire reculer le ministre François BAYROU, qui voulait accroître les aides à l'enseignement privé en supprimant les dispositions limitatives de la

loi FALLOUX. Cependant il n'est plus question de revenir sur la loi DEBRÉ. Tout se passe comme si un équilibre avait été trouvé. Les débats autour de la loi CENSI (2005), qui rapproche les retraites des enseignants du privé de celles des enseignants du public, comme de la loi CARLE (2009), qui accroît la charge des communes dans le financement des écoles privées, sont restés assez confidentiels. Serait-on passé de la guerre à la paix scolaire ? C'est en tout cas moins l'épuisement des combattants que les mutations idéologiques et spirituelles de la société française qui expliquent cet apaisement.

II. Apaisement ou nouvelles querelles (fin XXe - début XXIe siècles) ?

II. 1. La fin d'une vieille querelle ?

- 19 La querelle scolaire était liée à la question du régime politique : si l'école de la République, c'était la laïque, c'est parce que le monde catholique paraissait refuser, sinon la République, du moins ses valeurs. La satisfaction éprouvée par l'épiscopat lors de l'établissement du régime de Vichy semblait confirmer la nécessité d'associer République et laïcité. Cependant l'Église catholique évolue. Avec le Concile de Vatican II, elle paraît se réconcilier avec les valeurs du monde moderne. En 1969, l'épiscopat français adopte une nouvelle doctrine scolaire qui reconnaît la contribution de l'école publique. Dans ces conditions, la République peut davantage se passer de l'anticléricalisme.
- 20 Au demeurant, la sécularisation de la société a rendu moins cruciale la vieille querelle scolaire. La clientèle des écoles privées est de moins en moins motivée par l'appartenance religieuse. Pour la majorité des parents, l'école privée est davantage un recours contre les carences réelles ou supposées de l'école publique qu'un outil d'éducation religieuse. En témoigne le « zapping scolaire » mis en évidence par les sociologues Gabriel LANGOUËT et Alain LÉGER (LANGOUËT et LÉGER, 1987).
- 21 Au début du XXe siècle, cependant, une partie de l'épiscopat s'en inquiète. Mgr CATTENOZ, évêque d'Avignon, publie en 2006 un document prônant le recentrement de « l'enseignement catholique sur le Christ ». Une tendance se dessine effectivement à la recatholicisation de l'enseignement privé catholique. En témoigne au niveau national le texte adopté le 3 juillet 2009 par le Comité national de l'Enseignement catholique et intitulé « Annonce explicite de l'Évangile dans les établissements catholiques d'enseignement ». Il n'y est certes pas question d'imposer la foi catholique aux élèves ou aux enseignants. Néanmoins le texte insiste par exemple sur la formation religieuse des enseignants dans des centres qui « doivent aussi déployer un projet d'animation pastorale », afin d'offrir des « propositions de cheminement et de célébration ». Dans ce cadre, « l'enseignement du fait religieux », bien que distinct de la catéchèse, lui est nécessairement relié, ainsi que le précise le texte d'orientation « Être professeur dans l'enseignement catholique », approuvé par le Comité national de l'enseignement catholique (CNEC) le 6 juillet 2007. Cela compromet le caractère laïque de cet enseignement. Aussi bien l'ambiguïté inscrite dans la loi DEBRÉ entre le caractère propre de l'établissement et un enseignement dispensé dans la liberté de conscience n'est-elle pas levée.

II.2. Le retour de la question de la laïcité dans l'école... publique

- 22 Paradoxalement, c'est moins l'enseignement privé que l'enseignement public qui semble au cœur des débats contemporains sur la laïcité. Ainsi, dans les années 1970, la droite dénonce les manquements à la laïcité qui séviraient dans des écoles publiques peuplées d'enseignants marxistes ; et d'invoquer narquoisement la circulaire de Jean ZAY du 31 décembre 1936 sur la propagande politique. À vrai dire, ce n'est pas nouveau : le 17 mai 1921, une circulaire du ministre Léon BÉRARD condamnait déjà la « propagande extrémiste » dans l'enseignement. Le SNALC dénonce par ailleurs l'influence néfaste des sciences de l'éducation, qui distilleraient le venin gauchiste ou stalinien (VERNEUIL, 2004) : « Il n'est pas dans nos intentions, écrit-il ainsi, d'être éternellement les cobayes et les victimes des expériences in vivo conçues par certains vivisecteurs de la pédagogie théorique plus intéressés par la réalisation de leurs phantasmes politiques et idéologiques que par l'avenir des professeurs, des élèves et du système éducatif français »⁴.
- 23 La Société des agrégés estime également que les spécialistes des sciences de l'éducation contribuent à détruire la laïcité scolaire, car ils iraient tous dans le sens d'une destruction de l'école républicaine. Mais il ne s'agit plus là du conflit droite/gauche, mais du débat opposant « républicains » et « pédagogues ». Pour les « républicains », en effet, l'autonomie des établissements comme l'obligation qu'à chaque établissement scolaire depuis la loi d'orientation de 1989 de mettre en place un « projet » risquent de donner une coloration idéologique aux établissements, en fonction de la sensibilité des équipes pédagogiques, voire en fonction des personnalités présentes au sein des conseils d'administration. Le « projet » des établissements publics serait aussi peu compatible avec la laïcité que le « caractère propre » des établissements privés sous contrat. Les « républicains » regrettent également l'ouverture des établissements sur le monde environnant, alors que l'école laïque traditionnelle (le domaine de la raison) était fermée à l'extérieur (le monde des opinions et des préjugés).
- 24 Ces polémiques recourent en partie (mais en partie seulement) le clivage entre jacobins et « seconde gauche ». Celle-ci récuse l'universalisme abstrait qui fondait la conception républicaine de la citoyenneté, mais avait permis d'occulter l'exclusion des femmes de la vie politique et de justifier la colonisation. Elle cherche donc à concilier citoyenneté et identités, y compris religieuses, ce qui se traduit par une conception plus « ouverte » ou « plurielle » de la laïcité. Cette nouvelle conception est caractéristique d'un troisième « seuil de laïcisation ». Au reste, la sécularisation de la société se traduirait aussi par une sécularisation de la « religion civile » à la française, dont témoignerait l'oubli de la figure de Marianne, le désintérêt pour le caractère civique du 14 Juillet et la disparition des héros (véritables « saints laïques ») de l'histoire scolaire. Le « consumérisme » (dont fait partie le zapping scolaire) traduirait la mort des grandes idéologies, dont faisait partie l'idéologie (ou la mythologie) républicaine. Le troisième seuil de laïcisation serait celui de la laïcisation de la laïcité elle-même.
- 25 Dans ce contexte, à l'invocation rituelle des principes républicains, ceux que Régis DEBRAY (qui se situe lui-même dans le camp « républicain ») nomme les « démocrates » préfèrent la mise en avant des réalités sociologiques. Aussi la gauche se divise-t-elle, en 1989, lorsqu'éclate l'affaire du « foulard islamique » de Creil. Les uns invoquent l'interdiction des signes religieux par Jules FERRY ; les autres rappellent sa pratique accommodante et surtout refusent d'exclure de l'école publique des jeunes filles déjà victimes d'exclusion

sociale. Le combat pour la justice sociale serait plus important que la vaine invocation des principes laïques. Les « démocrates » font par ailleurs valoir que les jeunes filles portant le voile manifestent une identité choisie ; mais les « républicains » estiment que derrière cette apparente liberté ces jeunes filles voilées ne font que se conformer à une identité héritée : l'acceptation du foulard témoignerait d'un renoncement de l'école publique à l'émancipation qui porterait en germe la menace du communautarisme.

- 26 L'attitude plus ouverte d'une partie de la gauche se traduit en tout cas par la signature, en 1992-1993, des accords LANG-CLOUPET, qui portent en particulier sur la formation des enseignants du privé. Dans ses consultations, l'entourage du ministre a pu ressentir que pour nombre d'acteurs politiques et syndicaux, l'attitude intransigeante sur la laïcité et les écoles privées apparaissait dépassée (VERNEUIL, 2012).
- 27 Faut-il, comme Patrick CABANEL, inclure l'enseignement du fait religieux dans l'avènement du troisième « seuil de laïcisation » (CABANEL, 2004, p.44) ? Une partie des « républicains » y sont également favorables ; Régis DEBRAY s'en est d'ailleurs fait le promoteur à travers un rapport publié en 2002. Alors que la plupart des enfants ne reçoivent plus de culture religieuse par leurs parents et ne vont plus au catéchisme, il s'agit de passer d'une « laïcité d'incompétence » à une « laïcité d'information ». Le fait religieux doit en effet être enseigné dans une optique laïque, dans le but de donner des clés à la compréhension de l'environnement culturel. Dans un contexte de montée du Front national, cette « laïcité d'information », en mettant fin aux représentations mal fondées, peut par ailleurs contribuer au combat pour la tolérance. Il reste que la sécularisation est telle que de nombreux professeurs d'histoire et de lettres, chargés de cet enseignement, avouent leur incompétence. La création, en 2002, d'un Institut européen en sciences des religions doit y remédier.

II. 3. L'islamisme, un nouveau danger pour la laïcité scolaire ?

- 28 En 2002, un livre collectif, *Les Territoires perdus de la République*, sur la base de témoignages d'enseignants, met au jour l'antisémitisme de certains élèves « issus de l'immigration ». En 2004, l'inspecteur général Jean-Pierre OBIN publie à son tour un rapport dans lequel il confirme que se sont multipliées les contestations de certains enseignements, en histoire, en littérature, en éducation physique, etc. L'école publique serait aux prises avec un islam rétrograde. Ce rapport provoque de nouveaux débats : pour les uns, il importe d'engager le combat contre l'islamisme, comme les républicains ont lutté jadis contre le cléricalisme ; pour d'autres, non seulement les faits décrits sont minoritaires, mais ils proviennent d'enfants manipulés qui seraient moins les tenants d'un islam radical que des adolescents qui répondraient par des provocations à leur sentiment d'être les victimes d'une société et d'une école incapables de mettre fin aux discriminations.
- 29 La division de la gauche sur ce sujet comme sur la question du « foulard » (puis du « voile ») islamique fait le jeu de la droite. Situation inverse de la situation traditionnelle : la droite peut passer pour le porte-parole d'une conception ferme de la laïcité – tout en satisfaisant la frange de son électorat tentée par le Front national. Alors qu'en 1989 Lionel JOSPIN avait préféré laisser le Conseil d'État donner son avis, le président de la République Jacques CHIRAC fait voter une loi, promulguée le 15 mars 2004, interdisant le port de signes religieux ostensibles dans les écoles publiques. Sa conviction personnelle, son souci de lutter contre le communautarisme, sont toutefois incontestables. Plus douteux est le cas de son successeur à l'Élysée, Nicolas SARKOZY, qui n'hésite pas à valoriser l'héritage

chrétien de la France, au risque de conforter ceux qui y voient un élément de l'« identité nationale ». Partisan d'une « laïcité positive », il déclare le 20 décembre 2007 à la basilique Saint-Jean de Latran, à Rome, que « dans la transmission et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur », ce qui, à l'évidence, l'éloigne de la conception que Jules FERRY avait développée dans sa « Lettre aux instituteurs ». Selon le site Mediapart (13 avril 2011), l'Élysée serait par ailleurs intervenu pour que certaines écoles d'ingénieurs fassent passer en décalé leur concours aux étudiants voulant observer la Pâque juive. S'agit-il toutefois, dans ce dernier cas, d'une atteinte à la laïcité scolaire ? On peut tout autant estimer que ce problème de calendrier met à nu le fait que la France laïque est en réalité une France laïcisée, mais de culture catholique, qui a du mal à accepter la diversité.

- 30 La « querelle scolaire » a d'abord concerné la laïcisation de l'école publique, puis les relations entre les partisans des écoles publiques, laïques, et les tenants des écoles privées, catholiques pour la plupart. La question s'est récemment apaisée ; elle s'est surtout doublement déplacée : des écoles privées vers les écoles publiques, du catholicisme vers l'islam. Que le CNEC condamne la notion de *gender* et publie, en mars 2010, un texte entrant en opposition avec les prescriptions ministérielles concernant la lutte contre l'homophobie, n'émeut pas l'opinion publique. Que se passerait-il pourtant si des organisations musulmanes se faisaient les porte-parole du même point de vue pour l'enseignement public, demande Claude LELIÈVRE dans son blog sur Mediapart (3 juin 2011) ⁵ ?
- 31 La loi du 15 mars 2004 fait évidemment écho à celle du 15 mars 1850, comme s'il s'agissait de répondre à un nouveau cléricalisme, passé du catholicisme à l'islam radical. L'islamisme, nouveau défi qui exigerait un nouveau Jules FERRY ? Mais le véritable

déplacement à opérer n'est-il pas de passer d'une laïcisation comme prise de distance avec la culture dominante à une laïcité respectueuse de la diversité des cultures ?

Histoire de France, classe du certificat d'études et cours supérieur, classe de 7^e, 3^e édition. A. GUILLERMIT, H. GUILLEMAIN (1935), Librairie l'Ecole (Paris), coll. « Les classiques catholiques ». Source : CEDRHE : 497, p. 399.

BIBLIOGRAPHIE

- AMALVI (Christian), « Les guerres des manuels autour de l'école primaire (1899-1914) », *Revue historique*, n°532, octobre-décembre 1979, pp. 367-382.
- BAUBÉROT (Jean) et al., *Histoire de la laïcité*, Besançon : CRDP de Franche-Comté, 1994.
- BAUBÉROT (Jean), *Histoire de la laïcité en France*, Paris, PUF, 2007.
- BUISSON (Ferdinand), « Laïcité », in *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, HACHETTE, 1883-1887.
- CABANEL (Patrick), *Les Mots de la laïcité*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2004.
- CHANET (Jean-François), *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, AUBIER, 1996.
- CONDETTE (Jean-François), « Les deux "guerres" des manuels scolaires dans le Nord et le Pas-de-Calais (1882-1883 et 1908-1910) », in CONDETTE (Jean-François) (dir.), *Éducation, religion, laïcité (XVI^e - XX^e siècle.)*, Villeneuve d'Ascq : IRHiS/CEGES, 2010, pp. 407-459.
- GUIZOT (François), *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon temps*, t. 3, Michel LÉVY frères, 1860.
- LANGOUËT (Gabriel) et LÉGER (Alain), « Parcours scolaires et transferts public-privé », *Population*, n° 22, 1987, pp.42-50.
- LELIÈVRE (Claude), *Histoire des institutions scolaires depuis 1789*, Paris, NATHAN, 1990.

OZOUF (Jacques), *Nous, les maîtres d'école. Autobiographies d'instituteurs de la Belle Époque*, JULLIARD/GALLIMARD, 1973.

POUCET (Bruno) (dir.), *La Loi DEBRÉ. Paradoxes de l'État éducateur ?*, Amiens : CRDP de l'académie d'Amiens, 2001.

POUCET (Bruno), *La Liberté sous contrat. Une histoire de l'enseignement privé*, Paris, FABERT, 2009.

PROST (Antoine), *L'Enseignement en France, 1800-1967*, Paris, COLIN, 1968, 524 p.

VERNEUIL (Yves), « Le SNALC et le refus des "pseudo-sciences de l'éducation" », in ROBERT (André) (dir.), *Le Syndicalisme enseignant et la recherche. Clivages, usages, passages*, Paris, PUG-INRP, 2004, pp. 273-282.

VERNEUIL (Yves), *La formation des enseignants du privé depuis la loi Debré : la professionnel et le confessionnel*, in Bruno POUCET (dir.), *L'État et l'enseignement privé : l'application de la loi Debré*, Rennes : PUR, 2011, pp.131-147.

VERNEUIL (Yves), « Les accords LANG-CLOUPET (1992-1993) : une histoire écrite à l'avance ? », *Histoire de l'éducation*, 2012, à paraître.

NOTES

1. *Le Monde*, 2 juin 2011.
2. Le rattachement est rétabli par l'ordonnance du 8 août 1829, mais, sous la monarchie de Juillet, la séparation de nouveau instaurée (11 octobre 1832).
3. L'arrêt BOUTEYRE du 10 mai 1912 a cessé de s'appliquer en 1970 (arrêt du 7 juillet 1970 du tribunal administratif de Paris, confirmé par le Conseil d'État le 21 septembre 1972), au motif que depuis 1965 le concours du CAPES permet aussi l'accès à l'enseignement privé sous contrat.
4. *La Quinzaine universitaire*, 10 janvier 1984.
5. Cf. aussi *Le Parisien*, « Polémiques sur les manuels de biologie », 11 juillet 2011.

RÉSUMÉS

La Révolution française a cherché à placer l'école sous le contrôle de l'État et non plus de l'Église. S'ensuit au XIXe siècle une « querelle scolaire » qui s'avive avec la politique de laïcisation des républicains. Se pose ensuite la question de l'aide à l'enseignement privé catholique. Cette querelle semble s'apaiser à la fin du XXe siècle, mais surgissent de nouveaux conflits dans les écoles publiques, qui témoignent de nouveaux débats sur le sens à donner à la laïcité elle-même.

The French Revolution tried to place the schools under the control of the State. This leads during the XIXth century to a "school quarrel", which worsens with the politics of secularization of the republicans. This quarrel seems to calm down at the end of the XXth century, but appear again conflicts in the state schools, which show new debates on sense to be given to the secularism.

INDEX

Mots-clés : école, histoire, laïcité

Keywords : history, school, secularization

AUTEUR

YVES VERNEUIL

Maître de conférences en histoire contemporaine, CEREP, IUFM,
Université de Reims Champagne-Ardenne